



Covid: le variant anglais alarme dans les établissements scolaires

Face au variant anglais du SARS-CoV-2, le gouvernement ne compte pas fermer les établissements scolaires, ni renforcer pour l'heure le protocole sanitaire. Une semaine après la rentrée, la communauté éducative craint, elle, que la situation ne devienne incontrôlable si le virus circule davantage chez les enfants. *éducation Note de veille*

La diffusion du variant anglais du SARS-CoV-2, a priori plus contagieux, commence à inquiéter de plus en plus en France, notamment dans les établissements scolaires. Une crainte alimentée par le fait qu'à Bagneux (Hauts-de-Seine), un animateur

«exerçant dans deux établissements de la ville», selon le rectorat de Versailles, testé positif au Covid-19 avant les vacances de Noël, serait le premier cas «autochtone» : il n'avait pas voyagé au Royaume-Uni, ni été en contact avec des personnes en revenant. L'Agence régionale de santé (ARS) a diligenté une enquête épidémiologique et une campagne de dépistage massive a démarré vendredi 8 janvier, qui devrait toucher jusqu'à 2 000 personnes. Chaque résultat positif sera analysé de façon détaillée pour détecter d'éventuels cas du variant britannique.

La maire (PCF) de Bagneux, Marie-Hélène Amiable, interrogée vendredi par LCI, s'est voulue rassurante sur la capacité de la ville de suivre cette campagne : «On peut accueillir beaucoup de personnes. Il y aura des équipes de l'Agence régionale de santé en nombre et j'invite prioritairement les familles et les enfants des écoles concernées à se faire tester», demande-t-elle. «Pour l'instant, dans la dizaine de cas contacts de l'animateur, aucun n'est porteur du virus mutant mais plusieurs sont positifs au Covid», a-t-elle ajouté.

Un autre foyer épidémique avec des variants a été détecté en milieu de semaine dans un centre pour personnes âgées près de Rennes, mais l'ARS de Bretagne a expliqué avoir

«été destinataire des résultats du séquençage transmis par le centre national de recherche de l'Institut Pasteur [...] qui indiquent formellement que cette souche ne correspond pas au variant britannique VOC 202012/1». L'agence indique poursuivre son enquête, les résultats des séquençages en cours étant attendus «d'ici le début de la semaine prochaine».

Ces épisodes interviennent alors qu'avant la rentrée scolaire du 4 janvier, plusieurs voix, notamment syndicales ou médicales, se sont élevées contre la reprise des cours, sachant que les vacances et les fêtes de fin d'année ont été propices au brassage des populations. Le Conseil scientifique, dans son avis du 22 décembre, avait prévenu d'une

«possibilité de reprise incontrôlée de l'épidémie en janvier».

Pour éviter cela, le professeur Antoine Flahault, directeur de l'Institut de santé globale de l'université de Genève, a plaidé sur Twitter pour décaler la rentrée scolaire de janvier : «Avec l'aggravation de la situation au UK et IRL [Royaume-Uni et Irlande – ndlr], ne commettons pas la même erreur que lors de l'arrivée de la 1ère vague en Italie, pas de procrastination en Europe : ne réouvrons pas les écoles début janv., mais vaccinons, vaccinons, vaccinons d'abord. Accélérons la vaccination.»

Quelque 12,4 millions d'élèves ont toutefois regagné leurs classes. Cela «n'aurait servi à rien» de les fermer, a rétorqué le 5 janvier Jean-Michel Blanquer, dans un entretien sur Europe 1. Contre les «Cassandra», le ministre de l'éducation nationale a déclaré :

«Il ne faut pas d'emblée priver les enfants d'école alors que c'est quelque chose d'essentiel, simplement parce que l'on aurait des interrogations qui sont très discutables», en arguant du fait que les contaminations auraient jusqu'à présent été contenues.

Plusieurs acteurs portent cependant la même revendication : «Faire toute la transparence sur les contaminations en milieu scolaire», comme le rapporte *Le Monde*

. D'autant que le protocole sanitaire à l'œuvre depuis novembre dans les établissements n'a pas

été modifié après l'apparition des variants anglais et sud-africain. La cantine scolaire, par exemple, lieu où les élèves tombent le masque, nourrit l'inquiétude, même si le brassage est limité et le volume – lorsque c'est possible – aéré. La possibilité de basculer en demi-groupe pour les lycées est maintenue telle quelle, comme prévu depuis deux mois.

Le directeur général de la santé, Jérôme Salomon, s'est pourtant inquiété dès le 3 janvier, dans le JDD, d'un rebond de l'épidémie dû à ces mutations. «Elles toucheraient aussi davantage les jeunes, dont la possibilité de diffuser le virus pourrait être plus élevée qu'en population générale. Il faut donc qu'on soit très attentifs aux milieux scolaire et universitaire.»

Des observateurs outre-Manche ont affirmé que ce variant pourrait circuler davantage chez les enfants – des études incontestables manquent encore sur ce point. Le ministre de la santé, Olivier Véran, a pour sa part précisé, lors de sa conférence de presse de jeudi 7 janvier, que si le virus semblait se diffuser davantage chez les enfants, il ne causait pas, chez eux, de formes plus graves du Covid-19. Il a aussi affirmé qu'«une surveillance accrue est menée dans les écoles». Mais sans vraiment expliquer comment.

Le premier ministre lui a emboîté le pas, écartant pour le moment toute fermeture des écoles (celle qui avait été décidée en mars et avril lors du premier confinement).

D'autres pays d'Europe, comme l'Allemagne ou le Royaume-Uni, ont fait le choix contraire.

Pour Jean Castex, la fermeture des écoles doit être envisagée «en dernier recours». «Ma position, c'est qu'il faut vraiment que la situation sanitaire soit gravissime pour fermer des écoles, car nous savons que les conséquences, y compris sanitaires, sont absolument dramatiques. La dernière rentrée s'est en outre réalisée de façon tout à fait satisfaisante.»

Les syndicats enseignants, reçus jeudi 7 janvier au ministère, ont rappelé l'urgence de tester massivement au sein des établissements scolaires. «Nous avons besoin de savoir, enfin, quel rôle joue l'école dans la circulation du virus», a martelé Guislaine David, porte-parole du SNUipp-FSU (le premier syndicat du primaire), dans *Le Monde*.

Le gouvernement mise aussi sur le dépistage pour casser la diffusion du virus, insistant sur la disponibilité d'un million de tests antigéniques en janvier pour les élèves et personnels volontaires. Des centres de dépistage dans les établissements avec des équipes mobiles doivent également être mis en place.

Mais l'Éducation nationale parviendra-t-elle à tenir cet objectif? Libération souligne que cela n'a pas été le cas jusqu'à maintenant. «Sur le papier, c'est plutôt une avancée mais il y a un souci de taille : l'Éducation nationale semble avoir du mal à mettre en place les opérations de dépistage. Alors que le ministère dispose d'un stock d'un million de tests depuis deux mois, seulement 100 000 ont été réalisés dans les lycées d'une dizaine d'académies depuis fin novembre.» Sans compter que les volontaires se font rares.

Dans le Café pédagogique, Benoît Teste, secrétaire général de la FSU, dénonce ainsi

«une gestion erratique». La question du vaccin et de sa disponibilité pour les enseignants reste encore floue, juge-t-il. «Jean-Michel Blanquer a annoncé la vaccination des enseignants qui le souhaitent pour mars, mais l'administration parle d'avril, et on ne connaît pas la politique de priorisation qui sera retenue.»

De son côté, Guislaine David, du SNUipp-FSU, demande que les enseignants soient vaccinés plus tôt. «Si on se rend compte que le variant anglais est partout dans les écoles, nous demanderons à ce que les personnels de l'Éducation nationale remontent dans la liste des prioritaires.»